

QUELQUES NOTES SUR LA MINE DE LIGNITE DU PLAN D'AUPS

Origine géologique du lignite du Plan d'Aups

Le lignite du Plan d'Aups, comme celui de Gémenos, d'Auriol, de Saint-Zacharie, de Nans les Pins etc.... a la même origine que celui du bassin de l'Arc c.à.d. celui des communes de Gardanne, Gréasque, Saint-Savournin, Biver, Meyreuil, qui ont concentré les principaux sièges d'extraction. Le lignite du Plan d'Aups s'est formé à la fin du Crétacé – Crétacé supérieur – au cours des âges Campanien et Maestrichien, qui sont les étages de la chronostratigraphie internationale. Mais en Provence ces étages sont subdivisés en étages locaux : Valdonnien, Fuvélien, Bégudien, Rognacien. Le principal gisement est fuvélien entre -76 et -70 MA.

Les exploitations du Plan d'Aups ont vu beaucoup de propriétaires et d'exploitants se succéder souvent sans grand succès économique, on relève pas mal de faillites.

Les lignes qui suivent sont extraites de la brochure « La mine de lignite du Plan-d'Aups-Sainte-Baume » dont l'auteur est Victor Moussion. Parmi les nombreux entrepreneurs qui ont extrait du lignite au Plan d'Aups présentés par l'auteur nous avons choisi de nous centrer sur deux d'entre eux : Henri Chauwin exploitant entre 1854 et 1867 et Charles Bourquin exploitant entre 1885 et 1914.

Une histoire qui débute à la fin du XVIII^e siècle

Le premier a s'intéresser au lignite de la Sainte-Baume est le Marquis d'Albertas, Seigneur de Gémenos, Premier Président de la Cour des comptes d'Aix en Provence, dans les années 1786-1787. Il exploite les gisements de La Brasque pour sa verrerie de Gémenos. Cette exploitation se poursuit au cours des années 1790, mais la brochure de Mr Moussion qui est la source principale de nos connaissances ne précise pas le moment, en ces temps troublés, où les Albertas cessent leur activité.

La loi du 21 avril 1810 crée le régime de la concession

Une date importante dans cette histoire est la promulgation de la « **Loi du 21 avril 1810 sur les Mines, Minières et Carrières** ». Désormais il faudra un titre de concession délivré par l'État pour exploiter le charbon et donc le lignite, sans être forcément propriétaire du terrain et de son sous-sol, en dérogation à l'art.552 du C.C. de 1804.

Le premier titre de concession sera délivré par le Roi Charles X par une ordonnance du 23 décembre 1829 au bénéfice de 4 pétitionnaires réunis en Cie, « La Société des Mines de Lignite du Plan d'Aups ».

C'est le commencement d'une histoire qui verra se succéder pratiquement une dizaine de concessionnaires, dont certains titulaires ne sortiront la moindre tonne de charbon des gisements.

Deux personnages sont représentatifs des difficultés inhérentes aux médiocres qualités minières des gisements et à leur localisation dans une commune perchée à 700 m. et loin des lieux de consommation.

Il s'agit d'abord d'**Henri Chauwin** qui exploitera entre 1854 et 1867 avec une intensité inégale, et en essayant pas mal de déboires, les gisements de lignite. Il est le créateur du chemin de fer reliant les sites d'exploitation de La Brasque au versant Gémenosien du Col de Bertagne. Aujourd'hui il reste de cette entreprise une tranchée au Col et dans la toponymie « Le vallon du Chemin de fer ». L'autre exploitant s'étant illusionné sur le potentiel minier et économique du lignite du Plan d'Aups est l'**ingénieur Charles Bourquin** dont les rêves grandioses au cours des années 1885-1914 ne se concrétiseront jamais. Chauwin et Bourquin sont représentatifs des échecs qui ont sanctionné le mauvais diagnostic posé sur la qualité des gisements et leur localisation géographique.

Le moment Chauwin

C'est à l'intérieur de « La Société des Mines de Lignite du Plan d'Aups », qui connaît régulièrement des changements de sociétaires, qu'émerge la **personnalité d'Henri Chauwin**, l'un des deux exploitants qui a le plus investi et nourri des rêves assez irréalistes autour de ce lignite du Plan d'Aups.

Les couches de lignite dit du Plan d'Aups en réalité s'étendent plus ou moins et de façon discontinue de Gémenos à Mazaugues d'Ouest en Est et de Plan d'Aups à Auriol, Saint-Zacharie, Nans les Pins du Sud au Nord. Chauwin a le choix en particulier entre La Brasque et le secteur de Giniez.

– de 1854 à 1863 : les travaux sont concentrés sur le site de La Brasque.

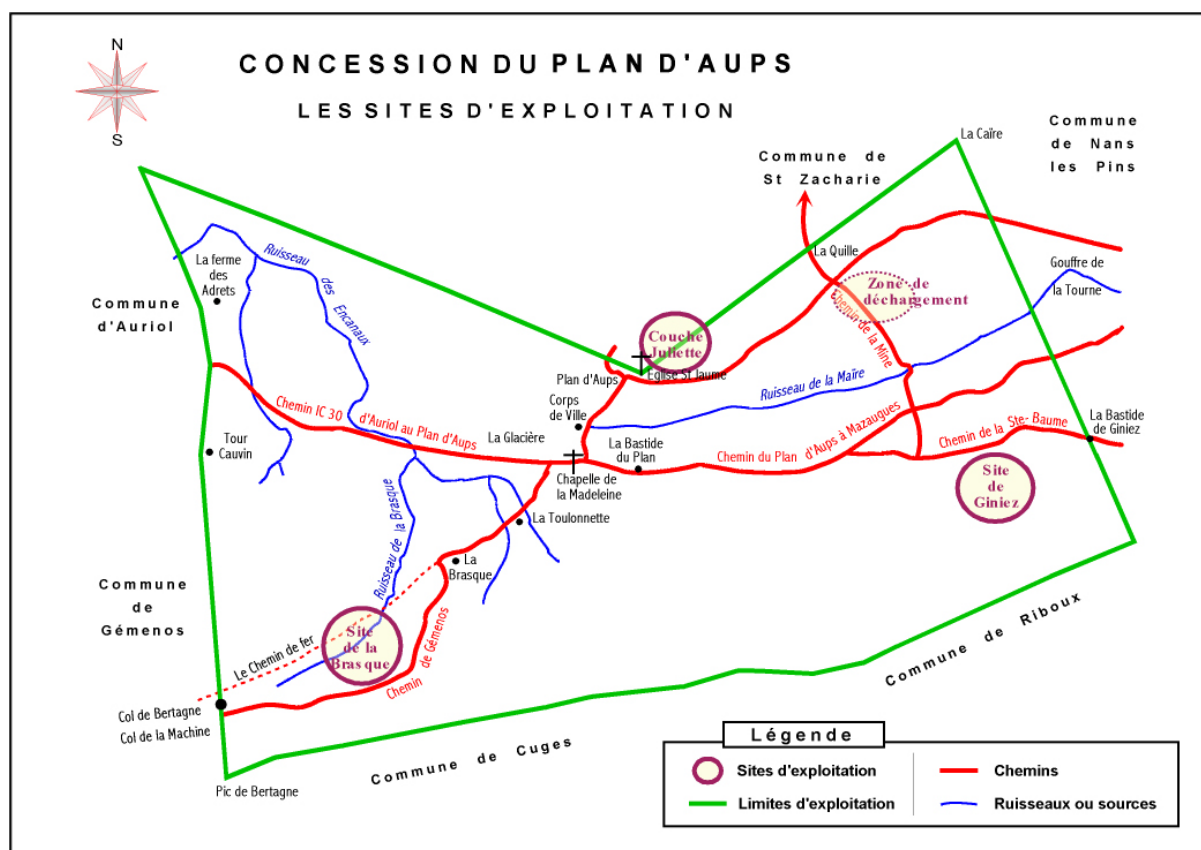
– de 1864 à 1867 : La Brasque est abandonnée et Chauwin s'acharne à mettre en valeur les gisements de Giniez.

Du côté du Plan d'Aups, la machine tire à l'aide d'un câble les wagonnets contenant du charbon extrait des galeries de la Brasque et roulant sur une seule voie étroite de 0,80 mètre. Puis les wagonnets passent le col pour emprunter la voie descendant vers la vallée de Saint-Pons.

Si nous suivons Victor Mousson il semblerait que ce dispositif ait fonctionné très peu de temps. Mais dans l'ouvrage « *Histoire de la mine de lignite du Plan-d'Aups-Sainte-Baume* » de Victor Mousson la chronologie précise de ce dispositif n'est pas indiquée.

Quant à l'espoir de prolonger l'extraction sur le versant Gémenosien vers l'Ouest Chauwin il se heurte à plusieurs obstacles :

- la concession de 1829 est limitée au Col de Bertagne et l'administration refusera constamment d'élargir son périmètre ;
- pour contrer Chauwin, Auguste René Marquis d'Albertas, à qui appartient la plus grande partie du territoire compris entre le Col de Bertagne et la vallée de Saint-Pons, a demandé et obtenu par le décret impérial de 1856 une concession entre le pied du Baou de Bertagne à l'Est et Roqueforcade au Nord-ouest, tandis que vers l'Ouest-Sud-ouest la concession coupe les vallons inclinés vers Gémenos, dont le Vallon du Chemin de fer ;
- *last but not least*, le coût démesuré de l'investissement au regard d'improbables profits.



Par la suite Chauwin fait porter tous ses efforts sur le site de Giniez, mais la variation des effectifs employés montre les irrégularités de l'activité provoquées par des difficultés récurrentes. On relève 145 personnes en mai 1865, mais seulement 40 ouvriers en octobre à cause de l'inondation des galeries Rosalie et Coquand, puis 74 en juin 1866 etc.

Chauwin ne tarde pas à rencontrer des problèmes de financement car les quantités de lignite extraites sont loin de ses prévisions optimistes. En mai, 1865 la production d'après l'ingénieur de Mines, Monsieur Juge, ne dépasse pas 15 tonnes par jour, alors qu'en janvier 1863, le directeur Leclerc prévoyait « prochainement » 200 à 500 tonnes de charbon de qualité supérieure par jour. En octobre 1864, Chauwin modérait ses prévisions : 50 tonnes par jour en fin d'année et 100 tonnes l'an prochain. Quinze tonnes par jour, c'est nettement inférieur au seuil de rentabilité.

Chauwin se heurte toujours au coût des transports. Il est depuis 1857 en conflit avec un certain Escarraguel qui a le statut de fermier exploitant et à qui Chauwin a confié l'exploitation de la concession. Chauwin perd son procès contre Escarraguel, il ne peut payer sa condamnation, la mine et son matériel est saisi les 3 et 4 octobre 1866, la concession à laquelle la mine est attachée est comprise dans les biens saisis.

L'installation minière du Plan d'Aups par adjudication du 27 mars 1867 est attribuée aux époux Albanel qui la conserveront jusqu'en 1876 sans jamais exploiter le lignite. Les Albanel vendent des terrains à partir de 1872 et renoncent à la concession en 1876. Mine et concession sont repris par **Faure et Ronsiot en 1876 associés dans la « Société Civile pour l'exploitation des Mines du Plan d'Aups »** ; ils exploitent un temps les gisements, mais comme pour Chauwin, cette période d'exploitation de près de dix ans se termine à nouveau par un échec. Une bonne organisation des travaux et un sens poussé de l'économie n'ont pas suffi à compenser l'obstacle majeur constitué par le prix du transport.

L'ingénieur Bourquin. 1885-1914.

À la suite de la faillite de la « Société Civile pour l'exploitation des Mines du Plan d'Aups », la mine de lignite du Plan d'Aups est vendue aux enchères à l'audience des criées du Tribunal Civil de première instance du département de la Seine le 6 juin 1885. La mise à prix est de 6 000 F. Une seule offre à 6 050 F est faite par un avoué, Maître Dumesnil, à qui la mine est adjugée. Il agit pour le compte de **Charles Bourquin, Ingénieur des Arts et Manufactures, demeurant à Paris**. C'est l'autre personnage qui a nourri des rêves échevelés à propos du lignite du Plan d'Aups.

Bourquin entre en possession de la concession dont les limites n'ont pas changé depuis 1829. Il devient également propriétaire d'un ensemble de matériel décrit dans l'acte de vente.

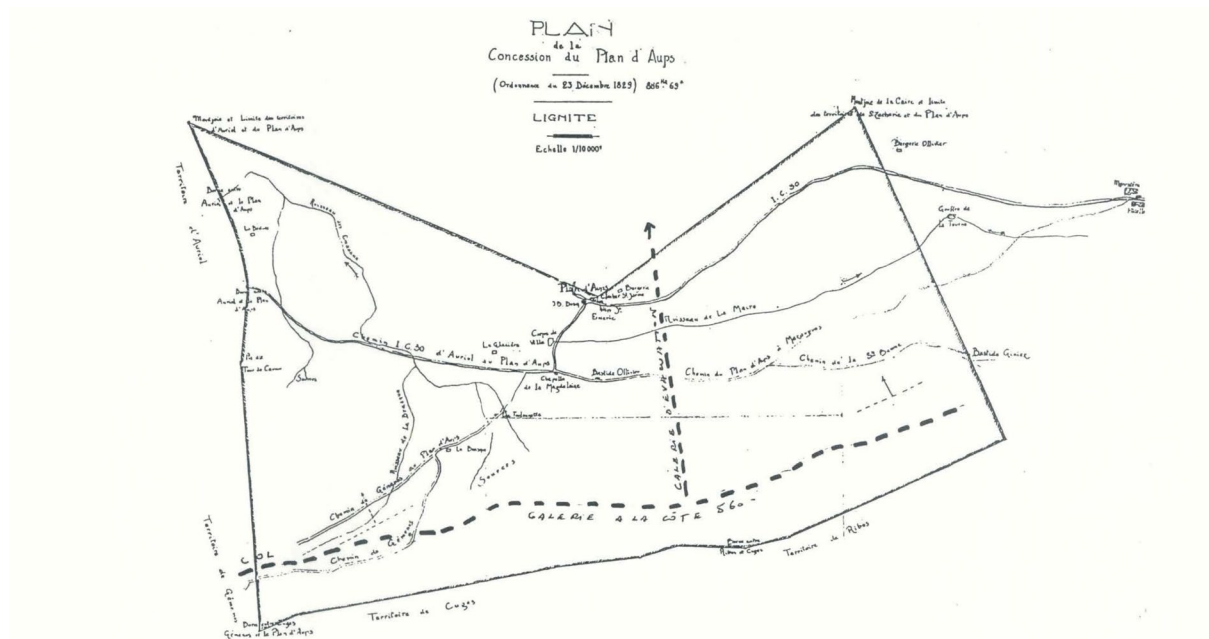
Bourquin se tourne rapidement vers la limite Nord de la concession vers le chemin de Jaume où se trouve un gisement découvert en 1876 à l'époque de Faure et Ronsiot, mais que ceux-ci n'ont jamais essayé d'exploiter. Il va nommer cette couche Juliette et prétend en être « l'inventeur ». Sa demande d'extension vers le Nord de la concession est repoussée en 1888. Cette couche Juliette ne tient pas les promesses escomptées par Bourquin et il abandonne cette couche Juliette, la même année il reporte ses espoirs et énergies vers la plaine. Mais comme Chauwin et autres prédécesseurs il bute sur le problème du transport de son charbon à un coût économique. Afin d'améliorer la situation à l'initiative de Bourquin est créée une « Société Sainte-Baume », dont un des objectifs est « l'établissement d'une ligne de chemin de fer pour relier les mines à une gare : Aubagne, Pont de l'Étoile, Roquevaire ou Auriol, *"suivant qu'il y aura avantage"* ». Ainsi que : « l'exploitation de ladite ligne avec prolongation ultérieure vers Tourves et Brignoles. » Nous savons que, malgré l'appui de la municipalité du Plan d'Aups, aucun de ces objectifs ne recevra le moindre commencement de réalisation.

Autre projet, qualifié de « grandiose » par Victor Mousson, le creusement d'une galerie nord-sud, qui atteindrait les couches de charbon dans leur limites inférieures et déboucherait très bas sous les escarpements Nord du Plan d'Aups. La pente de cette galerie dite "en amont pendage" résoudrait les problèmes d'évacuation des eaux, de la sortie du combustible et des déblais.

L'idée est séduisante, en théorie, mais à l'évidence le prix de revient de cet ouvrage de plus de deux kilomètres de long serait énorme.

L'étude proposée aux éventuels capitalistes néglige totalement le prix de cette réalisation mais présente la mine du Plan d'Aups comme un véritable pactole, allant jusqu'à annoncer une extraction prévue de 200 000 tonnes par an et un dividende de 40% ! Aucun financier ne s'intéressant à des propositions aussi fantaisistes, Bourquin essaie alors de louer la concession à deux associés Vouillon et Vernet, *"entrepreneurs de travaux publics, forestiers, industriels et miniers"* en Saône et Loire. Ceux-ci présentent en 1898, à l'ingénieur de Mines, un projet très détaillé d'exploitation.

L'essentiel de ce projet est encore une galerie de grande longueur débutant sur le versant Saint-Pons du col de Bertagne et recoupant tout le gisement, sous le plateau le long de la falaise, en direction ouest-est, jusqu'à la limite de Giniez. On y associerait la galerie nord-sud préconisée par Bourquin et du côté de Gémenos un ensemble de plans inclinés et de voies ferrées pour amener le charbon jusqu'à une usine de criblage établie au bas de la vallée de Saint-Pons. Là, le charbon serait chargé à la grue sur des chariots à 4 roues traînés jusqu'en gare d'Aubagne par des tracteurs mécaniques routiers. Ce projet grandiose n'a évidemment pas survécu au chiffrage de son coût.



Les projets de Charles Bourquin (1898)

Sur les plans de la concession sont indiquées en pointillé la galerie parallèle à la montagne, creusée à la cote 560, et la galerie d'évacuation sud-nord.

Le 9 avril 1901 une note de l'ingénieur des Mines confirme l'arrêt de toute activité depuis 1899, mais signale cependant une possibilité de reprise lorsque le chemin de fer à crémaillère de Gémenos au Plan d'Aups sera construit. Et en effet, le 11 août 1900, le Conseil Municipal du Plan d'Aups a donné un avis favorable à ce nouveau projet qui restera sans suite comme les précédents.

En 1910, une tentative d'achat est faite par un ingénieur, Josset, négociant en bois à Paris, associé à Henri Hemberger, industriel. Elle ne se réalise pas et finit même devant les tribunaux.

Enfin un acte du 20 mai 1914, enregistré le 27 au bureau des hypothèques de Brignoles fait état de la vente de la concession à "Messieurs Ladauge et Goubeaux".

Ces repreneurs seront les derniers à sortir du lignite du sous-sol du Plan d'Aups – 15 tonnes en 1920 – avant d'arrêter tous travaux en juillet 1920.

La fin de l'exploitation du lignite du Plan d'Aups (1923-1987)

Après 1923 trois personnes physiques et/ou morales vont reprendre la concession, dont la Cie Alais Froges et Camargue en 1941, qui prendra le nom de **Pechiney** en 1950 et **Rhône Poulenc** sous la raison sociale « Compagnie Industrielle et Minière » en 1975. Ces deux dernières sociétés ne sortiront pas le moindre gramme de charbon des gisements du Plan d'Aups.

Ce que constatant **un arrêté ministériel du 14 octobre 1987 annule la concession dont les limites n'avaient jamais varié depuis 1829.**

Conclusion

A l'instar de Chauwin et Bourquin les candidats à la concession ont nourri beaucoup d'illusions sur la qualité géologique et minière des gisements de lignite au Plan d'Aups. Les veines plutôt minces et hachées de failles, ne permirent jamais d'obtenir un rendement d'extraction compatible avec une rentabilité économique suffisante. Cette dernière fut de plus durablement obérée par le coût du transport vers les marchés de consommation en raison de l'isolement de la commune du Plan d'Aups et de l'indigence comme la mauvaise qualité des voies de communication.

La bonne nouvelle est que le précieux environnement de la chaîne de la Sainte-Baume s'en est trouvé préservé.

Richard D'Angio d'après Victor MOUSSION « *Histoire de la mine de lignite du Plan-d'Aups -Sainte-Baume* » Association Découverte Sainte-Baume, 1995